



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

politique économique

Question au Gouvernement n° 1093

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Raymond Douyère.

M. Raymond Douyère. Monsieur le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, vous avez participé, il y a quelques jours, au sommet de Davos, où mille dirigeants économiques décident du sort de six milliards d'individus.

M. Francis Delattre. Scandaleux !

M. Jacques Myard. Lamentable !

M. Raymond Douyère. Or, pour la première fois dans ce vaste forum, il a semblé que les discours péremptaires sur les vertus du libéralisme aient été mis en veilleuse. En quelque sorte les libéraux ont été saisis par le doute. Ainsi, on a pu entendre des phrases totalement inhabituelles.

Il a, par exemple, été dit qu'il y avait interactivité entre la démocratie et la bonne santé économique. De même, le président Herzog a souligné que la politique devait être au coeur de l'économie et qu'elle ne devait pas se transformer, en quelque sorte, en dépanneur des ratés de l'économie.

M. Peter Hartz, manager de Volkswagen, a mis en cause les multinationales et les a fustigées, notamment quant à leur rôle dans les crises sociales. On a même entendu certaines personnes affirmer qu'il fallait mettre au coeur du débat les workholder values plutôt que les shareholder values, c'est-à-dire qu'il convenait de placer l'homme au coeur de l'économie plutôt que l'augmentation des actions.

Il y a un an, lors de ce même forum, les ultralibéraux déclaraient que la politique suivie par la France allait casser la croissance, que les emplois-jeunes et les 35 heures constituaient des abominations absolues.

Pourtant, en 1998, la France a eu l'une des plus fortes croissance des pays du monde industrialisé. La croissance a été riche en emplois et nous sommes entrés dans une zone de stabilisation grâce à l'euro.

(Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République.) La France a même enregistré une diminution du chômage.

Monsieur le ministre, que pensez-vous de l'inflexion constatée à Davos en ce qui concerne la politique mondiale ? Quelles répercussions pouvons-nous en attendre sur la politique française ainsi que sur la politique européenne ? (Applaudissements sur divers bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Monsieur le député, ce n'est pas dans cette station cossue des Alpes suisses que se décide l'avenir du monde. (« Ah ! » sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.) Néanmoins, il est vrai que s'y retrouvent de nombreux chefs de gouvernement, des ministres, des dirigeants d'entreprises, des syndicalistes, des journalistes. Il faut donc y faire entendre la voix de la France. (« Ah ! » sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.) Je m'y suis employé en défendant les positions du Gouvernement. (« Ah ! » sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

Puisque vous m'invitez à la commenter, cette visite m'inspire trois remarques.

La première est que, il y a un an ou deux, un climat de douce euphorie flottait lorsque l'on évoquait la mondialisation. La crise financière aidant, cette pensée unique internationale recule. Le fait que, dans ce forum, soient désormais abordées des questions auxquelles nous sommes attachés comme la surveillance des

banques et des centres offshore ou la spéculation financière internationale, montre que le discours que nous portons avec d'autres gouvernements européens a avancé. A cet égard, nous ne sommes plus considérés comme de curieux agitateurs lorsque nous disons que l'on ne peut continuer à vivre dans un monde régi par une économie de marché sans règles et sans justice.

La seconde remarque est que si les Etats-Unis restent une très grande puissance, l'Europe compte davantage. La croissance européenne, qui a été forte cette année, et la mise en place de l'euro intéressent. Les Américains, les Japonais, les Latino-Américains, l'ensemble du monde les regardent avec attention, à tel point qu'une revue américaine très influente titrait, il y a quelques jours, à l'occasion de ce forum, que, contrairement à ce que l'on croyait, le xxi^e siècle ne serait peut-être pas centré sur le Pacifique, mais sur la relation entre les Etats-Unis et l'Europe, c'est-à-dire sur l'Atlantique. L'Europe et la politique européenne ont donc retrouvé droit de cité.

La troisième remarque est que la France intéresse. L'année dernière, les propositions du Gouvernement et de sa majorité sur les emplois-jeunes et sur les 35 heures paraissaient incongrues à la plupart de ceux qui se retrouvent à Davos. Aujourd'hui, le rôle que le Premier ministre, Lionel Jospin, tient au sein de l'ensemble des gouvernements de gauche européens et l'influence que la France y exerce sont remarquables. La façon dont nous avons organisé notre croissance en 1998 étonne. Etonne encore davantage le fait que nous ayons, en dix-huit mois, fait à ce point baisser le chômage, même si cela est insuffisant, que nous avons effacé les quatre ans de hausse de la législature précédente. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants - Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

Cette année, la France et l'Europe étaient donc présentes à Davos pour y faire valoir des idées qui sont les nôtres et qui gagnent du terrain sur l'ensemble de la planète. Nous ne sommes plus à l'époque de la libéralisation galopante, mais dans une bataille idéologique où nos idées progressent. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

Données clés

Auteur : [M. Raymond Douyère](#)

Circonscription : Sarthe (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1093

Rubrique : Relations internationales

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 février 1999, page 708

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 3 février 1999